

PRÉFECTURE D'INDRE-ET-LOIRE

Direction des collectivités territoriales et de l'environnement
bureau de l'environnement et de l'urbanisme

☎ 02.47.33.12.56

affaire suivie par Jean-François PICARD

ARRÊTÉ

portant création d'un comité local d'information et de concertation
sur les bassins industriels des établissements Primagaz, CCMP et GPSPC
classés SEVESO seuil haut
situés sur la commune de Saint-Pierre-des-Corps

Le préfet du département d'Indre-et-Loire,
chevalier de la Légion d'honneur,
commandeur de l'ordre national du Mérite,

- Vu** le code de l'environnement et notamment son article L. 125-2 ;
- Vu** le décret 2005-82 du 1^{er} février 2005 modifié relatif à la création des comités locaux d'information et de concertation en application de l'article L. 125-2 du code de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 10 mars 2003 portant nouvelle constitution de la commission locale d'information et de concertation (CLIC) sur les sites classés Séveso seuil haut sur la commune de Saint-Pierre-des-Corps ;
- Vu** les arrêtés préfectoraux n° 13278 du 9 janvier 1991, n° 14253 du 3 mai 1994, n° 14701 du 10 avril 1997, n° 14879 du 20 novembre 1997, n° 17616 du 3 mars 2005 et N° 17870 du 5 avril 2006 délivrés à l'établissement Compagnie Commerciale Manutention Pétrolière (CCMP), ZI les Yvaudières à Saint-Pierre-des-Corps ;
- Vu** les arrêtés préfectoraux n° 13276 du 9 janvier 1991, n° 13504 du 22 juillet 1992, n° 14251 du 3 mai 1994, n° 14597 du 9 août 1996, n° 14705 du 10 avril 1997, n° 15212 du 25 février 1999, n° 17557 du 15 novembre 2004 et n° 17872 du 10 avril 2006 délivrés à l'établissement Groupement Pétrolier « Ouest » de Saint Pierre-des-Corps, ZI les Yvaudières à Saint-Pierre-des-Corps ;
- Vu** les arrêtés préfectoraux n° 14105 du 8 octobre 1993, n° 14252 du 3 mai 1994, n° 14686 du 27 janvier 1997, n° 15213 du 25 février 1999 et n° 17860 du 17 mars 2006 délivrés à l'établissement Groupement Pétrolier de Saint Pierre-des-Corps « Sud », ZI les Yvaudières à Saint-Pierre-des-Corps ;
- Vu** les arrêtés préfectoraux n° 17479 du 3 août 2004, n° 17713 du 26 septembre 2005, n° 17843 du 6 février 2006 et le récépissé de déclaration n° 17845 du 11 août 2004 délivrés à l'établissement PRIMAGAZ, Les Levées à Saint-Pierre-des-Corps ;
- Vu** les arrêtés préfectoraux des 8 juillet 1999 approuvant le plan particulier d'intervention de l'établissement PRIMAGAZ et 3 août 1999 approuvant les plans particuliers d'intervention des établissements GPSPC et CCMP ;
- Vu** les demandes de désignation des membres participants au CLIC adressée par le préfet d'Indre-et-Loire le 26 décembre 2005 ;

- Vu** la délibération du conseil municipal de La Ville-aux-Dames 15 février 2006 et le courrier du maire du 19 octobre 2006 ;
- Vu** la délibération du conseil municipal de Saint-Pierre-des-Corps du 25 septembre 2006 ;
- Vu** la délibération du conseil communautaire de la communauté de communes de l'Est Tourangeau du 22 mai 2006 ;
- Vu** l'arrêté de la communauté d'agglomération Tour(s) plus du 30 mai 2006 ;
- Vu** la délibération du conseil général d'Indre-et-Loire du 31 mars 2006 ;
- Vu** le courrier du maire de Rochecorbon du 10 janvier 2006 acceptant de ne plus participer au CLIC ;
- Vu** le courrier de l'association AQUAVIT du 16 janvier 2006 ;
- Vu** le courrier de l'association ARIAL du 15 janvier 2006 ;
- Vu** le courrier de l'association Anper-Tos du 5 janvier 2006 ;
- Vu** l'absence de réponse de l'association Nature Centre ;
- Vu** le courrier de l'association SEPANT du 9 janvier 2006 ;
- Vu** le courrier du directeur de l'établissement Primagaz du 6 février 2006 ;
- Vu** le courrier du directeur de l'établissement GPSPC du 18 janvier 2006 ;
- Vu** le courrier du directeur de l'établissement CCMP du 24 janvier 2006 ;
- Vu** le courrier du directeur régional de la SNCF du 20 janvier 2006 ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRÊTE

Article 1^{er} :

Il est créé un comité local d'information et de concertation (CLIC) des sites SEVESO seuil haut sur la commune de Saint-Pierre-des-Corps, en remplacement de la commission locale d'information et de concertation des sites SEVESO seuil haut sur la commune de Saint-Pierre-des-Corps créée par l'arrêté préfectoral du 10 mars 2003.

Article 2 :

Les périmètres des bassins industriels des établissements PRIMAGAZ, CCMP et GPSPC tel que mentionné au 2^{ème} alinéa de l'article 1er du décret 2005-82 du 1^{er} février 2005 modifié, sont définis par les périmètres des plans particuliers d'intervention des établissements PRIMAGAZ approuvé par arrêté préfectoral du 8 juillet 1999 et des dépôts pétroliers de Saint-Pierre-des-Corps approuvé par arrêté préfectoral du 3 août 1999.

Article 3 :

Ce comité est composé de 27 membres répartis en cinq collèges. Les membres sont nommés par le préfet pour une durée de trois ans renouvelable :

Collège « administration » :

- le préfet d'Indre-et-Loire ou son représentant ;
- un représentant du directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, chargé de l'inspection des installations classées ;
- un représentant du directeur départemental de l'équipement ;
- un représentant du directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle ;
- un représentant du chef du service interministériel de défense et de protection civile ;
- un représentant du directeur départemental des services d'incendie et de secours ;

Collège « collectivités territoriales » :

- M. Daniel MEUSNIER, conseiller municipal de Saint-Pierre-des-Corps ;
- Mme. Catherine SCHOELINCK, conseillère municipale de Saint-Pierre-des-Corps ;
- Mme. Véronique MASSON, conseillère municipale de La Ville-aux-Dames ;
- M. Michel PASQUIER, vice-président de la communauté d'agglomération Tour(s)plus ;
- M. Claude CHARRON, délégué à la communauté de communes de l'Est Tourangeau ;
- Mme. Martine BELNOUE, conseillère générale du canton de Saint-Pierre-des-Corps ;

Collège « exploitants » :

- M. Sylvain GIRAUD, directeur de l'établissement PRIMAGAZ à Saint-Pierre-des-Corps ;
- M. Joël LE GOUIL, chef de dépôt GPSPC à Saint-Pierre-des-Corps ;
- M. Serge BRETON, chef de dépôt CCMP à Saint-Pierre-des-Corps ;
- M. Patrick JEULIN, désigné par le directeur régional de la SNCF en tant qu'exploitante des installations de triage ;

Collèges « riverains » :

- M. Roger CHASLES, riverain désigné par le conseil municipal de Saint-Pierre-des-Corps ;
- M. Michel PROVOST, riverain désigné par le conseil municipal de Saint-Pierre-des-Corps ;
- M. Alain DENIAU, riverain désigné par le maire de La Ville-aux-Dames ;
- M. Michel RENOU, représentant l'association AQUAVIT ;
- M. Claude PRINET, représentant l'association ARIAL ;
- M. Josselin de LESPINAY, représentant l'association ANPER-TOS ;
- M. Gérard Van OOST, représentant l'association SEPANT ;

Collège « salariés » :

- Mme Marielle RENAUD, représentante du CHSCT de l'établissement PRIMAGAZ ;
- M. David DAGAULT, représentant du CHSCT de l'établissement PRIMAGAZ ;
- M. Jérôme SEGEAT, représentant du CHSCT de l'établissement GPSPC ;
- M. Aurélien LAFLECHE, représentant du personnel de l'établissement CCMP ;

Article 4 :

Le comité a pour mission de créer un cadre d'échange et d'information entre les différents représentants des collèges sur les actions menées par les exploitants des installations classées, sous le contrôle des pouvoirs publics, en vue de prévenir les risques d'accidents majeurs que peuvent présenter les installations.

Article 5 :

L'arrêté préfectoral du 10 mars 2003 portant nouvelle constitution de la commission locale d'information et de concertation (CLIC) des sites SEVESO seuil haut sur la commune de Saint-Pierre-des-Corps, est abrogé par le présent arrêté.

Article 6 :

Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification pour ses membres et de sa publication pour les tiers, d'un recours administratif auprès du préfet d'Indre-et-Loire ou de la ministre de l'écologie et du développement durable, ainsi que d'un recours contentieux devant le tribunal administratif d'Orléans, 28 rue de la Bretonnerie, 45057 Orléans cedex 1.

Article 7 :

Le secrétaire général de la préfecture d'Indre-et-Loire, les représentants des exploitants ainsi que les directeurs des administrations mentionnées à l'article 3 sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à chaque membre du comité.

Le présent arrêté fait l'objet d'une mention au recueil des actes administratifs de l'Etat dans le département et sera affiché pendant au moins un mois dans chacune des mairies des communes concernées.

Fait à Tours, le 19 octobre 2006

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,



Salvador PEREZ